



Les incapacités

Le majeur protégé

Le **mandat de protection** future est le mandat par lequel une personne en choisit une autre pour la représenter en raison d'une altération.

L'**habilitation familiale** (**art. 494-1 et 494-2 C.civ**) tend à permettre aux familles qui sont en mesure de pourvoir, seules, aux intérêts de leur proche vulnérable d'assurer cette protection, sans se soumettre au formalisme des mesures de protection judiciaire.



Règles communes aux majeurs protégés



La mesure de protection ne peut être prononcée qu'en présence d'une **altération des facultés mentales ou des facultés corporelles**.

La mesure de protection restreignant la capacité des personnes, elle est entourée de précautions.

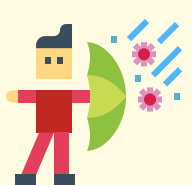
- Elle doit être **nécessaire** et **subsidaire**
- Elle doit être **individualisée** en fonction du degré d'altération des facultés personnelles du majeur (**art. 428 C.civ**).

En principe, la mesure est destinée à la **protection tant de la personne que des intérêts patrimoniaux** de celle-ci. Des dispositions visent à conserver le logement du majeur vulnérable à sa disposition.

Lorsque la mesure judiciaire de protection est assurée par un **proche** du majeur vulnérable, le principe est que les fonctions sont exercées **à titre gratuit**. Lorsqu'elle est assurée par le **mandataire judiciaire à la protection des majeurs**, qui est un professionnel, ce dernier perçoit une **indemnité**.

1

La sauvegarde de justice



La sauvegarde de justice a un caractère **temporaire** ou **ponctuel**. Le principe est que le majeur **conserve l'exercice de ses droits**.

Il existe, cependant, une limite : il ne peut, à peine de nullité, faire un acte pour lequel un **mandataire spécial** a été désigné (**art. 435 C.civ**).

La mesure de sauvegarde judiciaire peut être prononcée pour **un an, au maximum, renouvelable une fois**.





Les incapacités Le majeur protégé

La **curatelle** s'adresse à la personne qui n'est pas hors d'état d'agir, mais qui a besoin d'être assistée ou contrôlée d'une manière continue dans les actes importants de la vie civile.

La **tutelle** est destinée à la personne qui doit être représentée d'une manière continue dans les actes de la vie civile.



2

La curatelle et la tutelle



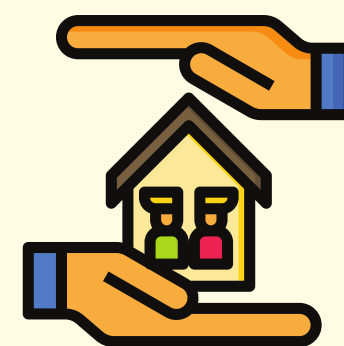
Le curateur ou le tuteur est désigné par le juge.

En principe, lorsque le majeur vulnérable a désigné une personne chargée d'exercer les fonctions de curateur ou de tuteur pour le cas où il serait placé en curatelle ou en tutelle, cette désignation s'impose au juge.

Certains **actes sont strictement personnels**. Pour ces actes, un consentement de la personne protégée est nécessaire. Il ne peut jamais y avoir assistance ou représentation.

Les actes passés par le majeur protégé, le tuteur ou le curateur peuvent également être **annulés, rescindés ou réduits** dans certaines circonstances.

Le juge fixe la durée de la mesure, en principe **5 ans maximum**.



1) Règles spécifiques à la tutelle

Le principe est que le tuteur représente le majeur protégé dans tous les actes de sa vie civile.

Certains actes graves doivent être **autorisés par le juge ou par le conseil de famille**. Il s'agit :

- Des actes de disposition sur les biens du majeur (**art. 505 C.civ**)
- De l'acceptation pure et simple d'une succession échue au majeur (**art. 507-1 C.civ**).

2) Règles spécifiques à la curatelle

Le curateur a une mission d'assistance. Il **ne peut donc pas se substituer à la personne en curatelle** pour agir en son nom.

